

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration
Séance du 29 janvier 2021

Délibération n°3.12.3

Le 29 janvier 2021, le Conseil d'Administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 32

Nombre de participants : 25

Membres représentés (procuration) : 6

Quorum : 16

Point 3 - Gouvernance

Délibération 3.12.3 – Mise en œuvre du dispositif forfait mobilités durables

Exposé des motifs :

Le conseil d'administration délibère pour étendre le bénéfice du versement du forfait mobilités durables instauré par décret n°2020-543 du 9 mai 2020 aux agents de l'établissement. Seul le versement de ce dispositif aux agents contractuels rémunérés sur le budget de l'établissement impactera les finances de l'Institut. Ce dispositif vise sous conditions, détaillées dans la note de présentation jointe, l'attribution d'un forfait financier annuel pour les personnels effectuant leur trajet domicile-travail à vélo ou en covoiturage et qui ne bénéficient pas d'une prise en charge des transports publics.

L'application du dispositif prend effet à compter de l'année 2020.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou
représentés

Délibération n°3.12.3

Objet : Mise en place du dispositif forfait mobilités durables

Vu le décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique d'Etat ;

Vu la note de service du ministère de l'agriculture SG/SRH/SDCAR/2020-77516/12/2020 relative à la prise en charge du forfait mobilité durable.

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 29 janvier 2021, approuve la mise en œuvre du dispositif du forfait mobilités durables dès 2020.

Fait à Paris, le 29 janvier 2021

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

Signature D. Chargé

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

Conseil d'administration du 29 janvier 2021

Note de présentation à l'attention des membres du conseil d'administration

Références juridiques :

- Loi n° 2019-1428 d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 ;
- Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat.

Le forfait mobilités durables doit permettre notamment aux agents résidant en zone rurale ou périurbaine et n'ayant pas accès au transport en commun, de bénéficier d'un accompagnement financier de leur déplacement domicile – lieu de travail, accompagnement jusqu'ici réservé au remboursement des abonnements aux services de transport en commun.

Afin d'encourager le recours à des modes de transports alternatifs et durables, le décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 susvisé et son arrêté d'application instaurent le forfait mobilités durables. Ils s'appliquent aux déplacements à vélo ou en covoiturage.

Conditions d'application :

Le forfait mobilités durables s'applique aux déplacements domicile – lieu de travail effectués depuis le 11 mai 2020 à vélo ou en covoiturage par les agents titulaires ou les agents contractuels relevant notamment d'un établissement public de l'Etat après délibération de son conseil d'administration.

Modalité de versement et montant du forfait mobilité durable :

Le forfait mobilités durables est d'un montant de 200 € par an (100 euros au titre de l'année 2020). Il indemnise l'utilisation au moins 100 jours (50 jours au titre de l'année 2020) par an, du vélo ou du covoiturage en tant que passager ou conducteur pour effectuer les trajets domicile – lieu de travail. Au cours d'une même année, l'agent peut alternativement utiliser le vélo ou le covoiturage pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation. Ce seuil et le montant sont modulés en fonction de la quotité de travail et de la durée de présence de l'agent sur l'année de référence.

Pour les déplacements réalisés au cours de la seule année 2020, le montant du forfait et le nombre de jour minimal sont réduits de moitié.

Le forfait mobilités durables n'est pas cumulable avec la prise en charge mensuelle des frais d'abonnement de transport public.

Toutefois pour la seule année 2020, afin d'accélérer la diversification des modes de transport dans le contexte d'urgence sanitaire, les agents peuvent bénéficier à la fois du versement du forfait mobilités durables et du versement du remboursement des frais de transport public à condition que leur versement intervienne au titre de périodes distinctes.

Par ailleurs le forfait mobilité durable est exclusif du bénéfice d'un logement de fonction sur le lieu de travail ou d'un véhicule de fonction.

Le bénéfice du forfait mobilités durables est conditionné au dépôt auprès du service/de la direction des ressources humaines de chaque école interne, au plus tard le 31 décembre (le 15 janvier 2021 pour

l'année 2020), d'une déclaration établie par l'agent de l'année au titre de laquelle le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des deux moyens de transports dans les conditions prévues ci-dessus.

Le décret du 9 mai 2020 précise que l'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel peut faire l'objet d'un contrôle de l'employeur.

Cependant une attestation sur l'honneur suffit à justifier l'utilisation du vélo. Toutefois en cas de doute manifeste, l'établissement pourra demander à l'agent de produire tout justificatif utile.

En outre le décret prévoit que le covoiturage doit faire l'objet d'un contrôle. A cette fin, les justificatifs suivant devront être joints à la demande : un relevé de facture (si passager) ou de paiement (si conducteur) d'une plateforme de covoiturage ou une attestation sur l'honneur covoitureur en cas de covoiturage effectué en dehors des plateformes professionnelles.

La mise en paiement du forfait mobilités durables se fera en un seul versement en début d'année suivante.

Des modèles d'attestation sont disponibles sur l'intranet des écoles internes.

A titre dérogatoire, cette année, compte-tenu du report du Conseil d'administration et afin d'appliquer un dispositif équivalent à celui des agents titulaires, la campagne d'information et de recueil des demandes a été initiée en décembre 2020.

Il est donc demandé aux membres du Conseil d'administration d'approuver le déploiement de ce dispositif de manière rétroactive.